

**ECO & FINANCES**  
Quotidien Economique du Togo- REC N° 0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

**QUOTIDIEN  
ECONOMIQUE  
DU TOGO**

**Amélioration de l'accès à l'eau  
potable dans le Grand Lomé**

**La Banque mondiale finance le  
PASH-MUT à hauteur de 62 mil-  
liards de F CFA**

P.7

**Sacré N° 1 de la  
Presse écrite par  
Togo Médias Awards**

Site web: [www.ecoetfinances.com](http://www.ecoetfinances.com)

Prix: 300F cfa

Journal des entrepreneurs

# ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N° 0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC



P.4

**RENFORCEMENT DE LA  
SÉCURITÉ ALIMEN-  
TAIRE DANS LA RÉGION  
OUEST-AFRICAINE**

**La BAD et la BIDC  
signent un accord  
de prêt d'un mon-  
tant de 50 millions  
USD et 50 millions  
d'euros**

P.2

**GALA DES 100 ENTRE-  
PRISES LES PLUS DYNA-  
MIQUES D'AFRIQUE**

**4 entreprises  
togolaises dans le  
Top 100 des lau-  
réats**



**« INVESTORS BREAKFAST » 2023**

page 3

## Manuella Santos échange avec la communauté libanaise

**D**ans l'optique d'œuvrer au renforcement du climat des affaires au Togo, le gouvernement a initié un cadre de dialogue permanent dénommé "Investor breakfast". Le deuxième dialogue pour le compte de cette année en cours s'est tenu le mardi 10 octobre 2023 à Lomé, avec la communauté libanaise basée au Togo, sous la présidence de la ministre de la promotion de l'investissement Manuella Modukpe Santos, en présence de plusieurs représentant des entreprises libanaises installées au Togo.

**Voltie**  
Pour une croissance parfaite des bas-âge  
Ne dites plus eau, dites Voltie

**ALERTE ARNAQUE RECRUTEMENT**

INFORMATION COMPLÉMENTAIRE  
\*228 22 53 14 00 \*228 90 99 41 01

**8280**  
en appelant le numéro vert

**OTR**  
FEDERER POUR BATIR  
www.otr.tg

**Forfait internet expiré, mégas lé kèdèèè...**  
Récupère gratuitement tes mégas expirés en renouvelant ton forfait.

\*909\*2#

Récupère gratuitement les Mégas expirés en renouvelant ton forfait.  
Forfait internet à partir de 600F.  
Volume expiré disponible jusqu'à 5 jours.  
Consultation solde expiré \*909\*90#

togocom.tg  
Avancer. Pour vous. Pour tous.

**Togocom**



GALA des 100 entreprises les plus dynamiques d'Afrique

## 4 entreprises togolaises dans le Top 100 des lauréats

Quatre entreprises togolaises, ont été sélectionnées dans le TOP 100 des lauréats de la 19ème édition du GALA des 100 entreprises les plus dynamiques d'Afrique, qui se tiendra le 14 Octobre 2023, au KING FAHD PALACE HOTEL de Dakar et placé sous le haut patronage de son Excellence Monsieur Macky SALL, Président de la République du Sénégal.

Initiative du Cabinet International ECO FINANCE ENTREPRISES, dont le siège social se trouve à Dakar, avec des filiales dans certains pays d'Afrique, le « Gala des 100 entreprises les plus dynamiques d'Afrique » est un événement prestigieux, qui a pour objectif, la promotion des entreprises et des investissements, avec un impact positif sur l'image des pays africains et par ricochet sur celle du continent africain en général. Cet événement récompense le mérite des opérateurs économiques et des Chefs d'Etat du Continent Africain, qui se sont distingués de manière remarquable, en matière d'innovation, de performances, de mise en œuvre de programmes d'investissement et de développement économique.

Les entreprises africaines sélectionnées, seront primées dans différents secteurs d'activités, sur la base des critères bien définis de l'expertise de l'entreprise, de l'innovation, de la capacité de pénétration du marché et de l'impact de l'activité sur l'économie nationale.

L'Édition 2023 du « Gala des 100 entreprises les plus dynamiques d'Afrique » sera retransmise en direct sur la 2STV au Sénégal, ONE TV au Togo et plusieurs autres chaînes de télévision en Afrique, avec une visibilité et une campagne de communication sur les chaînes internationales du Bouquet CANAL PLUS (CANAL



PLUS PREMIERE, TV5, France 24, CANAL PLUS CINEMA, CANAL PLUS POP, CANAL PLUS ACTIONS, CANAL PLUS SPORT). Cet événement, entend mettre en lumière et apporter une contribution significative aux efforts déployés par les gouvernements des pays du continent africain pour la

promotion de l'investissement et offrira une vitrine internationale aux entreprises africaines.

Le Gala des 100 entreprises les plus dynamiques d'Afrique a déjà connu un grand succès, à travers 18 Editions organisées dans différents pays africains. Ainsi, nous avons organisé le 22 novembre 2014, le

16 mai 2016 et le 16 septembre 2017, les Editions 2014, 2016 et 2017 du Sénégal au KING FAHD PALACE, le 14 juin 2014 au RADISSON BLU BAMAKO, l'Édition du Mali, le 16 mai 2015, au LAICO OUAGA 2000 HOTEL l'Édition du Burkina Faso (présidée par son Excellence Monsieur Michel KAFANDO, Président du Faso), le 17 octobre 2015, au BENIN MARINA HOTEL, l'Édition du Bénin (présidée par son Excellence Lionel ZINSOU Premier Ministre du Bénin), le 16 avril 2016, à l'HOTEL EDA OBA de Lomé, l'Édition du Togo, le 16 mars 2018, l'Édition 2018 de la Guinée, le 10 novembre 2018 l'Édition 2018 du « Gala des 100 entreprises les plus dynamiques de l'Espace UEMOA au BENIN ROYAL HOTEL », le 16 mars 2019 l'Édition 2019 du Gala TOP 100 du Togo à l'HOTEL 2 FEVRIER, le 07 Septembre l'Édition 2019 du Gala TOP 100 du Burkina Faso, le 22 Février 2020 celle du Gabon et le 07 Janvier 2022, le Gala Top 100 des entreprises les plus dynamiques du Mali présidé par le premier ministre Dr Choguel Kokalla MAIGA au RADISSON COLLECTION BAMAKO, le 27 Mai 2022, nous avons organisé l'édition 2022 du gala des 100 entreprises les plus dynamiques du Togo à l'hôtel 2 Février de Lomé, récemment le 05 novembre 2022, nous avons organisé l'édition 2022 du gala des 100 entreprises les plus dynamiques du Bénin au BENIN ROYAL HOTEL DE COTONOU.

Toutes ces différentes éditions, ont été retransmises

en direct sur plusieurs chaînes de télévision de l'Afrique, participant de ce fait, au rayonnement des entreprises africaines, socle du développement du continent.

Le GALA DES 100 ENTREPRISES LES PLUS DYNAMIQUES est le seul gala en Afrique présidé par un Chef d'Etat (Son Excellence Michel KAFANDO, Président du Faso qui a présidé le Gala du Burkina Faso en 2015). A l'instar des autres éditions, le GALA des 100 entreprises les plus dynamiques d'Afrique, sera un catalyseur des acteurs institutionnels, économiques et sociaux, nationaux comme internationaux et permettra indubitablement de révéler aux populations bénéficiaires, aux peuples communautaires et partenaires techniques et financiers, les réalisations pertinentes des différents gouvernements des pays africains et particulièrement le Plan Émergent Sénégal voulu par son Excellence Macky SALL, Président de la République du Sénégal, qui accueille cette 19ème édition.

Compte tenu de l'importance de cet Évènement de dimension internationale, l'édition 2023 du Gala des 100 entreprises les plus dynamique d'Afrique et du Sénégal » est placée sous le haut patronage de son Excellence Monsieur Macky SALL, Président de la République du Sénégal, qui recevra à l'occasion, la Palme Internationale du Chef d'Etat le plus dynamique d'Afrique pour les performances remarquables réalisées à travers le Plan Sénégal Emergent.

**ECO & FINANCES**

Quotidien Economique du Togo- REC N° 0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

Journal d'informations, d'investigations économiques, financières et boursières

Email: [ecofinances.infos@gmail.com](mailto:ecofinances.infos@gmail.com)

REC N° 0643/01/08/2022/HAAC

Édité par l'Agence de Presse ECO & FINANCES

N° RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054

Site web: [www.ecoetfinances.com](http://www.ecoetfinances.com)

Adresse: rue de l'énergie Agbalepedogan derriere l'ecole cour lumière

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

### Directeur de publication

Komlan KPATIDE  
00228 90 05 05 08

### Rédacteur en Chef

Bernard D. AFAWOUBO  
00228 90 90 49 83

### Rédacteurs

Keziah KPATIDE  
Patience SALLAH  
Yves ATCHANOUVI  
Kodji GATOR JOE

### Direction Commerciale

00228 97 25 84 84

### Graphiste

Stan AZIATO  
91 77 02 74

### Imprimerie

ECO & FINANCES  
Tirage: 3000



« Investors Breakfast » 2023

## Manuella Santos échange avec la communauté libanaise

*Dans l'optique d'œuvrer au renforcement du climat des affaires au Togo, le gouvernement a initié un cadre de dialogue permanent dénommé "Investor breakfast". Le deuxième dialogue pour le compte de cette année en cours s'est tenu le mardi 10 octobre 2023 à Lomé, avec la communauté libanaise basée au Togo, sous la présidence de la ministre de la promotion de l'investissement Manuella Modukpe Santos, en présence de plusieurs représentants des entreprises libanaises installées au Togo.*

**Bernard AFAWOUBO**

Après la rencontre entre le ministre de la promotion de l'investissement et la communauté d'affaires composée des avocats, notaires, experts comptables, architectes et déclarants en douane, tenue le 29 Août dernier, c'est le tour de la communauté libanaise au Togo d'échanger à cœur ouvert avec la ministre de la promotion de l'investissement Manuella Modukpe Santos, sur les récentes réformes faites par le Togo dans le domaine de l'amélioration du climat des affaires d'une part et les opportunités d'investissement qu'offre le Togo avec la feuille de route gouvernementale d'autre part. En vue de favoriser les investissements durables tant nationaux qu'étrangers, le gouvernement togolais à travers le ministère de la pro-

motion de l'investissement a initié un cadre de concertation et d'écoute active des acteurs dénommés « Investors Breakfast ».

Le deuxième dialogue permanent est spécialement consacré à la communauté des hommes d'affaires libanaise basée au Togo.

Selon Manuella Modukpe Santos, ministre de la promotion de l'investissement, plusieurs raisons motivent cette rencontre avec la communauté libanaise.

« Tout d'abord, sachez que j'apprécie votre pays dans ces multiples facettes, son art de vivre, son regard sur le monde, un pays dans lequel l'hospitalité et l'ouverture intellectuelle ont un visage humain. Cette passion de vivre, vous la portée au-delà de nos frontières pour investir massivement dans la croissance économique du Togo » a-t-elle déclaré.

Et d'ajouter que « En fin 2022, les entreprises libanaises en zone franche pour ne citer que celle-là, ont réalisé un total en investissement de près de 154 milliards de FCFA et ont créé 8723 emplois nationaux d'après les statistiques internes de l'agence. C'est là la deuxième raison de ma joie. Celle de savoir que le cœur de la communauté libanaise au Togo bat au rythme de la vision du Chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé, celle de faire du Togo, un pays en paix et une nation moderne avec une croissance économique inclusive et durable. La troisième raison de mon enthousiasme est de vous présenter les récentes réformes faites par le Togo dans le domaine de l'amélioration du climat des affaires d'une part et les opportunités d'investissement qu'offre le Togo avec la feuille de route gouvernementale d'autre part



».

A en croire la ministre Manuella Santos, le Togo est en mouvement et rien n'interrompra l'élan que le pays a engagé. « Nous continuerons à innover, à inventer toujours de nouvelles solutions car ces réformes préparent l'avenir de notre pays » a-t-elle martelé.

Enfin, les perspectives économiques du Togo s'annoncent favorables en raison de l'exécution des projets structurants de la feuille de route gouvernementale 2025 sous le leadership du Président de la République. Dans ce sens, le ministère de la promotion de l'investisse-

ment et l'agence de la promotion des investissements et de la zone franche (API-ZF) œuvrent pour améliorer davantage l'attraction et la promotion des investissements nationaux et étrangers dans le pays. Les innovations en cours sont celles de la digitalisation des services clés délivrés par l'API-ZF pour faciliter la délivrance des documents administratifs.

Au cours des échanges, les participants ont dévoilé les difficultés qu'ils rencontrent au quotidien dans l'exercice de l'activité en zone franche et du réinvestissement en dépit des réformes entreprises.

Bonnes pratiques relatives à la ratification des conventions de l'OMI

## Les acteurs outillés à Lomé

*Le ministre de l'économie maritime, de la pêche et de la protection côtière, Edem Kokou Tengue, a procédé le mardi 10 octobre 2023 à Lomé, à l'ouverture de l'atelier sous-régional sur la ratification, la transposition et la mise en œuvre effective des conventions de l'organisation maritime internationale (OMI).*

**Patience SALLAH**

Organisé en collaboration avec l'Organisation Maritime Internationale (OMI), cet atelier qui se tient du 10 au 13 octobre 2023 à Lomé, s'inscrit dans le cadre du projet de l'Initiative mondiale pour l'Afrique occidentale, centrale et australe (Projet GI WACAF).

Il sera question au cours de cet atelier sous régional de former les participants aux bonnes pratiques relatives à la ratification, à la transposition en droit national.

Le boom du transport maritime s'est accentué et continue de fort belle manière. La sauvegarde de la pureté de la mer suit également tant bien que mal. Mal parce que des malfaisants sont toujours actifs à polluer et à rendre ce mode de transport dangereux pour l'environnement. Bien parce que des cadres logiques et juridiques se renforcent pour imposer la sûreté, la sécurité maritime, la pureté des mers.

Ainsi, les consultants de l'OMI ont accepté accompagner les quatre pays cibles que sont notamment le Be-

nin, la Guinée, la Mauritanie et le Togo dans leurs efforts d'amélioration de leurs systèmes nationaux de prévention et de lutte contre la pollution marine par les hydrocarbures.

A en croire Edem Kokou Tengue, ministre de l'économie maritime, de la pêche et de la protection côtière, l'une des préoccupations majeures de l'OMI est la sécurité des transports maritimes et la prévention de la pollution des mers. La protection de l'environnement marin est un domaine où les règles de compétence relatives au droit de la mer et les approches en matière de droit international de l'environnement s'intègrent pour une action plus efficace.

« L'objectif poursuivi par les Gouvernements contractants en ratifiant les conventions de l'OMI protégeant l'environnement marin est d'empêcher et de réduire au minimum la pollution marine

puis de faciliter le règlement des litiges en cas de sinistre d'un navire. Conscients de tous ces enjeux sécuritaires dans l'environnement des transports maritimes internationaux, nombre de pays ont renforcé leur arsenal juridique en termes de prévention et de lutte contre la pollution marine par les hydrocarbures. Notre pays à l'instar de plusieurs autres a ratifié les conventions de l'OMI » a-t-il indiqué.

Lors de la 9ème Conférence régionale de GI WACAF tenue au Ghana, en novembre 2022, plusieurs délégations ont exprimé leur souhait de bénéficier d'un atelier sur le sujet de la « mise en œuvre effective des conventions internationales de l'OMI relatives à la préparation et à la lutte en cas de déversement d'hydrocarbures et au régime de responsabilité et d'indemnisation » et l'OMI à travers le projet GI WACAF a souhaité apporter son appui

technique aux quatre pays de l'Afrique de l'Ouest en organisant le présent atelier à Lomé.

« Je suis persuadé que les différents modules inscrits au programme de cette formation vous permettront d'être mieux outillés afin de faciliter la ratification et la transposition desdites conventions en droit national » a laissé entendre Edem Kokou Tengue, ministre en charge de l'économie maritime.

Il a par ailleurs exhorté les participants à profiter de la présence de l'Expert de l'OMI pour soulever toutes les inquiétudes liées à la ratification et la transposition de ces conventions, à la signature probable d'un accord régional ou bilatéral pouvant réduire le risque de pollution transfrontalière par les hydrocarbures ainsi qu'à la possibilité de développer un système de gestion de crise (IMS en anglais).



Renforcement de la sécurité alimentaire dans la région ouest-africaine

## La BAD et la BDC signent un accord de prêt d'un montant de 50 millions USD et 50 millions d'euros

*Le Groupe de la Banque africaine de développement et la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) ont signé un accord relatif à une ligne de crédit à double devise d'un montant de 50 millions USD et 50 millions d'euros afin de soutenir les entreprises agricoles locales de la région ouest-africaine.*

**Patience SALLAH**

Cet accord de prêt a été signé entre George Agyekum Donkor, président de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO et de son Conseil d'administration, et Solomon Quaynor, vice-président de la Banque africaine de développement chargé du secteur privé, des infrastructures et de l'industrialisation. C'était au cours d'une cérémonie qui s'est déroulée au siège de la Banque africaine de développement, à Abidjan.

« Cette facilité de crédit témoigne des efforts soutenus déployés par la BIDC en matière de mobilisation ressources adéquates afin d'ho-

norer ses engagements dans le cadre du programme de transformation de la région. Il a également mentionné que la réalisation de ce programme se fait grâce au financement et aux investissements dans des secteurs économiques clés, en l'occurrence, celui de l'agro-industrie » a indiqué George Agyekum Donkor, président de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO et de son Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement avait déjà approuvé l'octroi de cette ligne de crédit à double devise en faveur de la BIDC au début de l'année 2023. Africa Growing Together Fund, piloté par la Banque africaine

de développement et parrainé par la Banque populaire de Chine, octroiera également à la BIDC un montant supplémentaire de 30 millions USD à titre de cofinancement.

Cette facilité d'une durée de trois ans et demi permettra à la BIDC d'offrir un financement direct aux banques commerciales et aux entreprises locales opérant dans le secteur agricole et des produits de base dans ses États membres.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre de l'objectif stratégique de la BIDC qui vise à soutenir les entreprises locales, notamment les petites et moyennes entreprises (PME), les coopératives locales et les agriculteurs de la région ouest-africaine. Ces lignes de crédit devraient



contribuer au renforcement de la sécurité alimentaire, de la croissance économique et à une création massive d'emplois.

D'après le vice-président Quaynor, « cet accord reflète le ferme engagement des deux institutions en faveur de l'exploitation des ressources limitées du continent afin d'octroyer avec célérité et à grande échelle, des investissements de qualité destinés à combler le déficit croissant de financement du commerce en Afrique, et ce, de concert avec les partenaires régio-

naux stratégiques tels que la BIDC et indirectement avec les banques commerciales locales ».

Le partenariat entre la BIDC et la Banque africaine de développement témoigne de la coopération croissante entre les institutions africaines de financement du développement, destinée à résorber les déficits de financement du commerce et à drainer les fonds nécessaires vers les pays et les secteurs en proie aux défis économiques.



### COMMUNIQUE DE L'OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

Relatif à un message de recrutement sur les réseaux sociaux

L'Office Togolais des Recettes (OTR) tient à informer le public que le message qui circule actuellement sur les réseaux sociaux, demandant aux jeunes d'intégrer un groupe WhatsApp aux fins de se faire recruter comme agent de surveillance du territoire douanier, n'émane en aucun cas de l'OTR.

Nous tenons à souligner que l'OTR n'utilise pas les réseaux sociaux ou des applications de messagerie instantanée pour recruter des agents de surveillance du territoire douanier ou tout autre personnel. Toute information officielle de recrutement émanant de l'OTR est publiée sur notre site web officiel ([www.otr.tg](http://www.otr.tg)) et à travers les médias traditionnels.

Nous appelons le public à la vigilance et à ne pas partager de telles informations douteuses sur les réseaux sociaux. Il est de la responsabilité de chacun de vérifier l'authenticité des messages avant de les relayer.

L'OTR prendra les mesures nécessaires pour identifier les responsables de cette diffusion d'informations trompeuses et les traduire en justice conformément à la loi en vigueur au Togo.

Nous restons engagés à assurer la transparence dans nos processus de recrutement et à fournir des informations précises et vérifiées au public.

Pour toute question ou information complémentaire, veuillez contacter le 22 53 14 00 ou le numéro Whatsapp de l'OTR 90 99 41 01.

Fait à Lomé, le 15 septembre 2023

**Le Commissaire Général**

*Signature*

**Philippe Kokou B. TCHODIE**

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mardi 10 octobre 2023

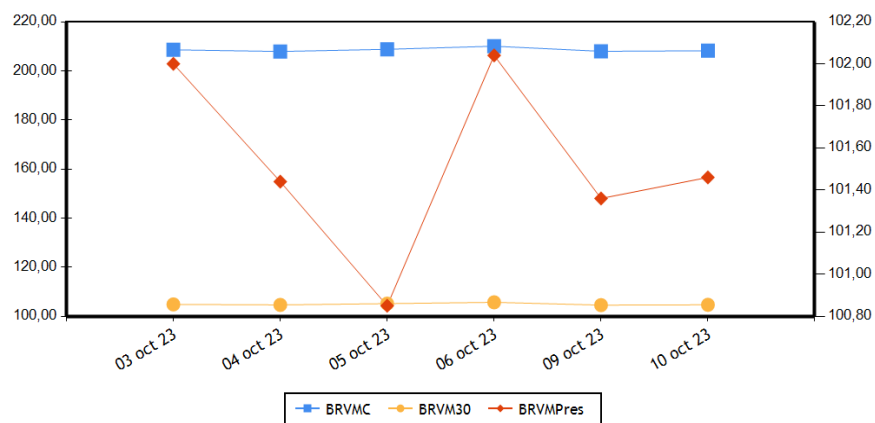
N° 192

<b>BRVM COMPOSITE</b>	<b>208,19</b>
Variation Jour	0,11 % ↑
Variation annuelle	2,45 % ↑

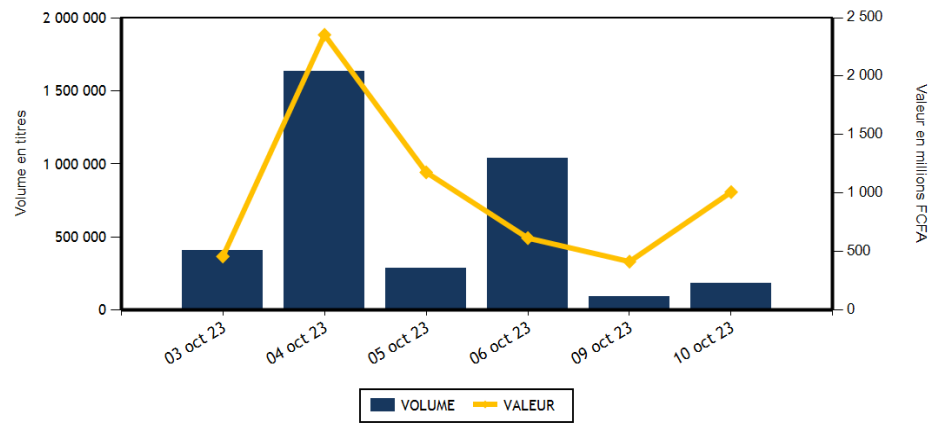
<b>BRVM 30</b>	<b>104,67</b>
Variation Jour	0,12 % ↑
Variation annuelle	4,67 % ↑

<b>BRVM PRESTIGE</b>	<b>101,46</b>
Variation Jour	0,10 % ↑
Variation annuelle	1,46 % ↑

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 745 369 896 578	0,11 %
Volume échangé (Actions & Droits)	122 845	82,20 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	450 205 178	71,81 %
Nombre de titres transigés	43	7,50 %
Nombre de titres en hausse	11	-15,38 %
Nombre de titres en baisse	20	17,65 %
Nombre de titres inchangés	12	20,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 185 867 264 468	-0,02 %
Volume échangé	56 502	174,95 %
Valeur transigée (FCFA)	558 052 239	269,23 %
Nombre de titres transigés	9	200,00 %
Nombre de titres en hausse	1	100,00 %
Nombre de titres en baisse	2	100,00 %
Nombre de titres inchangés	6	200,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
ORAGROUP TOGO (ORGT)	2 685	7,40 %	-31,59 %
SICOR CI (SICC)	5 760	7,16 %	6,57 %
SAFCA CI (SAFC)	645	5,74 %	-26,70 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	4 800	4,35 %	-17,03 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	6 300	4,13 %	5,44 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	3 260	-6,86 %	33,06 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 450	-3,33 %	3,57 %
BANK OF AFRICA BN (BOAB)	6 300	-2,33 %	5,88 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	830	-1,78 %	10,67 %
SITAB CI (STBC)	6 100	-1,61 %	-10,95 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	101,46	0,10 %	1,46 %	58 351	179 126 403	6,42
BRVM-PRINCIPAL	36	101,70	0,15 %	1,70 %	64 494	271 078 775	12,76

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	99,28	-0,55 %	-4,74 %	8 564	27 711 715	30,97
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	501,16	-0,03 %	2,44 %	21 326	135 651 260	8,75
BRVM - FINANCES	15	84,41	0,34 %	11,79 %	58 631	197 934 673	6,59
BRVM - TRANSPORT	2	383,47	-0,31 %	12,22 %	140	220 975	8,51
BRVM - AGRICULTURE	5	176,59	0,98 %	-37,72 %	6 861	24 567 775	10,13
BRVM - DISTRIBUTION	7	351,60	0,27 %	-1,94 %	26 768	63 561 555	12,32
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 283,24	-0,48 %	9,47 %	555	557 225	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	9,88
Taux de rendement moyen du marché	8,17
Taux de rentabilité moyen du marché	9,45
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	128
Volume moyen annuel par séance	488 072,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 095 851 116,66

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	3,31
Ratio moyen de satisfaction	43,75
Ratio moyen de tendance	1 321,01
Ratio moyen de couverture	7,57
Taux de rotation moyen du marché	0,01
Prime de risque du marché	4,22
Nombre de SGI participantes	29

**Définitions**

- Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
- Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
- Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
- Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
- Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
- Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)
- Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottant)
- PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
- Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
- Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
- Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

**BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES**  
 Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma  
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01  
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85  
 Fax : +225 20 32 66 84  
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

**PAYS DE L'UEMOA**



Perspectives économiques et financières à moyen terme 2024-2028 de la Côte d'Ivoire

## Les rapports en cours d'élaboration

**Cinq jours. C'est le temps que prendra l'atelier d'élaboration des rapports sur les perspectives économiques et financières à moyen terme 2024-2028 de la Côte d'Ivoire. Cette importante activité a été lancée, le 9 octobre 2023 à Cocody-Angré, par Monsieur Hien SANSAN, Directeur Général Adjoint de l'Economie et de la Coopération, représentant le Ministre de l'Economie et des Finances, Monsieur Adama COULIBALY.**

Une quarantaine de participants d'administrations publiques et parapubliques dont des membres du Groupe Technique du Comité National de Politique Economique (CNPE) prennent part à cette activité qui s'achève le 13 octobre 2023. Elle est organisée par le Ministère de l'Economie et des Finances, à travers la Direction Générale de l'Economie (DGE). Le représentant résident de l'UEMOA, ainsi que le représentant du Conseil de l'entente étaient présents au lancement. Au cours des travaux, les participants auront pour tâches d'analyser de présenter les projections des quatre comptes macroéconomiques sur la période 2024-2028 ; d'échanger sur les différentes hypothèses des projections ; d'analyser les évolutions des différents agrégats projetés. Ils procéderont également au calcul et à l'analyse des indicateurs macroéconomiques sur la période de projection et enfin, à la rédaction des



projets de rapports sur les perspectives économiques et financières à moyen terme de la Côte d'Ivoire au titre de la période 2024-2028.

Au nom du Directeur Général de l'Economie, Dr SAIN Oguié, Président du CNPE, Monsieur TANO Kobenan, Secrétaire Permanent du CNPE, a exprimé sa gratitude au Ministre de l'Economie et des Finances, par ailleurs président du Conseil des Ministres de l'UEMOA, pour son engagement permanent aux activités du CNPE.

Dans le cadre des engage-

ments communautaires, notamment ceux pris dans le cadre de l'exercice de la surveillance multilatérale, chaque Etat membre est tenu d'élaborer et transmettre aux commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA respectivement un programme pluriannuel de convergence ou un rapport sur les perspectives économiques et financières à moyen terme au plus tard le 31 octobre de chaque année. Ces documents qui couvrent une période de projection de cinq ans décrivent également la situation économique et

financière récente tout en mettant l'accent sur l'évolution des principaux critères de convergence ainsi que les principales mesures de politique économique, d'où cet atelier.

Economique mondiale « mo-

rose »

Le rendez-vous de Cocody se tient au moment où l'activité économique mondiale évolue dans un « environnement perturbé, morose et incertain », a fait remarquer Monsieur SANSAN Hien. Une situation caractérisée par la persistance du conflit russo-ukrainien, le maintien de l'inflation à des niveaux qui érodent le pouvoir d'achat des populations, la poursuite de l'orientation restrictive des politiques monétaires amorcées en 2022 par les principales banques

centrales, le durcissement des conditions de financement des Etats, les turbulences politiques et géostratégiques dans la région ouest-africaine. Dans un tel contexte, la croissance mondiale poursuit son ralentissement enregistré en 2022 après le rebond du PIB réel de 6,3% en 2021. Elle est marquée par une décélération de l'activité en 2023 avec un taux de croissance de 2,8% contre 3,4% en 2022. S'agissant des projections de l'inflation à l'échelle mondiale, elle devrait passer d'une moyenne annuelle de 8,7% en 2022 à 7% en 2023.

En Afrique subsaharienne, la même tendance serait observée avec une croissance qui s'afficherait à 3,6% en 2023 (selon les prévisions du FMI) après une réalisation de 3,9% enregistrée en 2022. Dans la CEDEAO, la croissance s'établirait à 3,9% en 2023, au même taux qu'en 2022. Dans l'UEMOA, la relative résilience qui se traduirait par un taux de croissance attendu à 7% en 2023 après 5,9% en 2022, a été ternie par un taux d'inflation record de 7,4% en 2002, niveau jamais atteint dans l'Union depuis la crise financière de 2008.

Abidjan.net

Titres publics

## Le marché de la Beac attire plus d'investisseurs en septembre, malgré une politique monétaire austère

**(Investir au Cameroun) - Selon la Cellule de règlement et de conservation des titres (CRCT) de la Banque des États de l'Afrique centrale (Beac), l'intérêt des investisseurs pour les valeurs émises par les États de la Cemac (Cameroun, Congo, Gabon, RCA, Tchad et Guinée équatoriale) sur le marché des titres publics a progressé en septembre 2023, en glissement mensuel. En effet, apprend-on, alors que le taux de participation des spécialistes en valeurs du Trésor (SVT) aux opérations du marché était de 24,8% en août 2023, il a atteint 26,79% en septembre 2023, en hausse de 2%.**

Cet intérêt des SVT pour les opérations de levées de fonds des États de la Cemac s'est accompagné de la mise à la disposition des émetteurs de financements plus importants. Dans le détail, révèlent les données de la CRCT, le taux de souscription aux émissions des titres publics des États a culminé à 99,3% au mois de septembre 2023, contre seu-

lement 54,95% un mois plus tôt.

La CRCT de la Beac n'explique pas les causes de ce regain d'intérêt des SVT pour le marché des titres publics. Mais, à l'analyse, cette réalité peut découler d'une forte demande des financements par les États de la Cemac, qui, de ce fait, se plient aux taux d'intérêt élevés exigés par les investisseurs, dans un

contexte marqué par le durcissement de la politique monétaire dans la zone Cemac.

À effet, pour freiner l'inflation galopante dans cette espace communautaire depuis la période post-Covid, suivie par la guerre entre la Russie et l'Ukraine, la banque centrale des pays de la Cemac a mis en place une politique monétaire austère. Cette austerité a pris la forme de l'as-



sèchement des banques (SVT sur le marché des titres), au moyen du relèvement des taux directeurs de la banque centrale, de la suspension des opérations d'injection de liquidité dans le système bancaire et l'intensification des opérations de reprise de liqui-

dité dans les coffres-forts des banques. Cette politique restrictive s'est notamment traduite sur le marché des titres publics par une augmentation des taux d'intérêt exigés par les investisseurs.



Amélioration de l'accès à l'eau potable dans le Grand Lomé

## La Banque mondiale finance le PASH-MUT à hauteur de 62 milliards de F CFA

*La Chef du gouvernement Victoire Tomégah-Dogbé, a procédé le mardi 10 octobre 2023 à Lomé, au lancement du Projet d'Amélioration de la Sécurité Hydrique en Milieu Urbain au Togo (PASH-MUT), en présence de différentes autres personnalités.*

Le Premier ministre a saisi cette occasion pour réitérer ses remerciements à la Banque Mondiale pour l'excellente qualité des relations avec le gouvernement togolais.

menter leur financement en faveur du pays.

« Un travail qui est mal fait, et qu'il faut reprendre demande encore plus de ressources et ce sont des ressources que nous perdons. Cela fera que

cliné à 75% en milieu urbain, 65% en milieu semi-urbain et 95% en milieu rural, avec une attention particulière portée sur le Grand Lomé, où il est visé un taux de 75%. Il est également attendu du projet, un taux national de 86% à l'assainissement, a-t-il fait savoir.

« Nous sommes conscients des défis que nous devons relever pour atteindre ces objectifs ambitieux. Le Grand Lomé, qui comprend 13 communes, est actuellement alimenté en eau potable à partir de cinquante forages captant trois nappes aquifères. La capacité de production actuelle est de 65 000 m<sup>3</sup>/jour contre 120 000 m<sup>3</sup>/jour selon les besoins actuels. En outre le réseau du Grand Lomé ne couvre actuellement que 58% des abonnés, et la faible capacité de l'usine de production d'eau potable de Cacaveli limite le développement du réseau de distribution pour satisfaire la demande croissante. C'est pourquoi ce projet est essentiel pour répondre aux besoins croissants en eau potable de la zone de projet », a déclaré le ministre d'Etat, ministre de l'Eau et de l'Hydraulique Villageoise. Le représentant résident de la Banque Mondiale au Togo, Mme Fily Sissoko, a relevé que le gouvernement togolais s'est fixé des objectifs très ambitieux pour la réalisation de l'accès universel à l'eau et à l'assainissement, d'abord à plus de 86% de la population de Lomé, puis l'accès à 100% des services d'approvisionnement en eau à l'échelle nationale.

Selon lui, ce projet vient soutenir le cadre de réforme sectorielle, notamment par la mobilisation du secteur privé pour aider le Togo à fournir de l'eau en quantité suffisante et en qualité au plus grand nombre de ménages possible dans le Grand Lomé.

« Le projet que nous lançons aujourd'hui souligne l'excellent partenariat qui existe entre le Gouvernement et le Groupe de la Banque Mondiale et soutient une modernisation et une réforme du secteur de l'eau, prévues dans la Feuille de route gouvernementale 2025 », a-t-il déclaré.



Kéziyah KPATIDE

Financé à hauteur de 100 millions de dollars, soit 62 milliards de F CFA, par la Banque mondiale, le Projet d'Amélioration de la Sécurité Hydrique en Milieu Urbain au Togo (PASH-Togo), d'une durée de 6 ans, vise à accroître l'accès aux services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et leur qualité, à améliorer la performance opérationnelle du fournisseur des services d'eau potable et la gestion des ressources en eau dans le Grand Lomé.

Ce projet est structuré en 6 composantes, à savoir : Amélioration des services d'approvisionnement en eau potable en milieu urbain, renforcement des institutions et de l'efficacité du secteur, amélioration de l'assainissement et de l'hygiène, renforcement de la gestion des ressources en eau, gestion de projet et études sectorielles, intervention d'urgence conditionnelle.

Au terme dudit projet, il est attendu qu'il bénéficie à 950 000 personnes habitant le Grand Lomé, avec tous les clients de la Togolaise

Des Eaux (TDE) bénéficiant d'une amélioration de la qualité des services, et aussi à 200 000 résidents, étant raccordés aux réseaux pour la première fois.

En outre, un tiers des habitants du Grand Lomé (environ 600 000 personnes à la date de clôture du Projet) devraient bénéficier de la disponibilité d'une Usine de traitement des boues de vidange (UTBV) et de services renforcés de collecte et de transport des boues de vidange.

En lançant le projet, le Premier ministre Victoire Sidémého Tomégah-Dogbé, a indiqué que sous le leadership du Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé, la feuille de route gouvernementale 2020-2025, a fait de l'accès à l'eau potable, un élément majeur du développement et de l'inclusion sociale.

Elle a rappelé que grâce aux actions que mène le gouvernement avec le concours précieux de ses partenaires, le taux d'accès à l'eau potable est passé de 60% en 2020 à 67% en 2022. Ce qui correspond environ 1.061.000 personnes de plus qui ont désormais accès à l'eau potable.

Pour la Cheffe du gouvernement, les projets mal exécutés entraînent une perte de ressources financières pour l'Etat et ont un impact négatif sur les conditions de vie des populations.

Ainsi donc, s'adressant aux équipes chargées de l'exécution des différents projets, elle a laissé entendre qu'il n'y aura aucune tolérance pour les projets mal exécutés.

« Chers collaborateurs, je vous invite à faire preuve de diligence dans la mise en œuvre efficace des actions et des activités liées aux projets. L'intégrité dans la gestion des ressources, le respect des procédures dans la commande publique, la sérénité dans la conduite des actions et le respect des normes en matière de qualité sont les principes qui doivent vous guider au quotidien pour atteindre nos objectifs escomptés et avoir un impact positif sur nos populations », leur a-t-elle exhorté.

Le Premier ministre a également indiqué que la bonne gestion des ressources et le rythme d'absorption des fonds rassureront les partenaires et les inciteront à aug-

nous n'aurons pas assez de ressources pour atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés dont celui d'améliorer les conditions de vie de nos populations", a-t-elle fait savoir.

A cet effet, la Cheffe du gouvernement a invité les populations à veiller au respect des échéances et de la qualité des travaux qui seront exécutés.

« Aucun retard, aucune mal-façon technique, et aucune gouvernance approximative du projet ne seront tolérés. Plusieurs projets sont actuellement en cours de réalisation et méritent d'être accélérés. Nous devons travailler de manière coordonnée pour aller plus vite », a-t-elle averti.

Le ministre d'Etat, ministre de l'Eau et de l'Hydraulique Villageoise, le Gal de Brigade Damehame Yark, a souligné que la Feuille de Route gouvernementale 2020-2025, dans son axe stratégique 1, prévoit le projet prioritaire (P6) dont l'objectif est d'augmenter l'accès à l'eau potable et à l'assainissement.

Il s'agit d'atteindre un taux d'accès à l'eau potable de 80% au niveau national, dé-

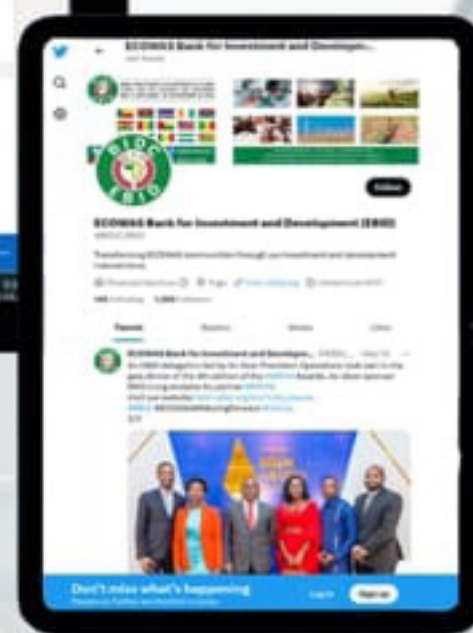
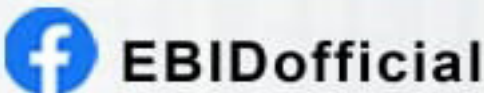
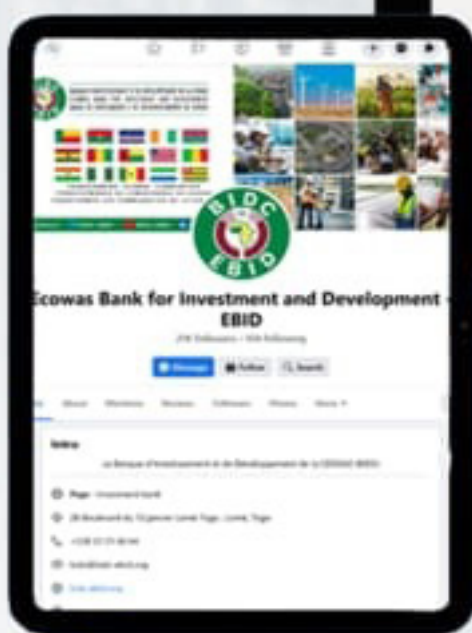
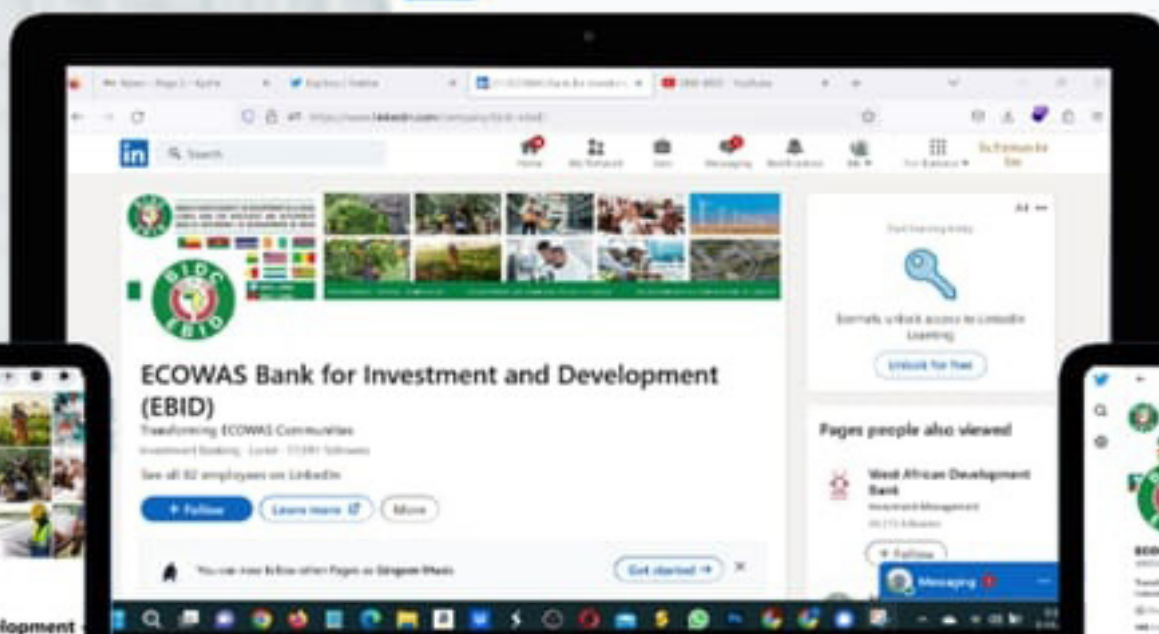




BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CEDEAO  
ECOWAS BANK FOR INVESTMENT AND DEVELOPMENT  
BANCO DE INVESTIMENTO E DE DESENVOLVIMENTO DA CEDEAO

# DECOUVREZ LES COMPTES SOCIAUX OFFICIELS DE LA BIDC

Suivez-nous sur nos réseaux sociaux



## NOS SERVICES

DONS

LIGNES  
DE  
CREDIT

PRISES  
DE  
PARTICIPATION

APPUI AUX  
PME-PMI

FINANCEMENTS  
INNOVANTS ET  
STRUCTURANTS

PRETS  
SECTEUR  
PUBLIC  
&  
PRIVE

TRANSFORMER LES COMMUNAUTÉS DE LA CEDEAO

 [www.bidc-ebid.org](http://www.bidc-ebid.org)